

Appel à articles

Occuper l'espace public autour de la Méditerranée.

Perspectives croisées sur les rapports de pouvoir et les espaces urbains

Yasmine Berriane (CNRS, Centre Maurice Halbwachs, Paris)
Ghaliya Djelloul (Centre en études genre, Université de Lausanne)
Marylène Lieber (Institut des études genre, Université de Genève)

Qui peut occuper l'espace public ? Et sous quelles conditions ? Ces questions se trouvent au cœur de travaux qui ont exploré, tant en Europe que dans la région que forment le nord de l'Afrique et le Proche Orient, la dimension genrée des espaces publics urbains (voir par exemple Hubbard 2000 ; Denèfle 2004 ; Shami 2009 ; Lieber 2008 ; Le Renard 2011 ; Monqid 2014 ; Hammouche et Monqid 2022). Soulignant les contraintes, menaces et actualisations de la violence qui peuvent s'y dérouler, tout comme les modalités de négociation et/ou de contournement des normes que les espaces urbains peuvent favoriser, ces travaux ont permis de montrer que ces espaces étaient façonnés par des processus d'inclusion et d'exclusion (Mitchell, Staeheli, 2006) qui reposent, outre le genre, sur des catégorisations multiples comme la sexualité, la classe, la 'race', la religion ou encore l'âge. L'objectif de ce numéro thématique est de réunir ces expériences contrastées en faisant dialoguer des chercheuses et des chercheurs qui travaillent sur ce thème dans différents contextes géographiques, politiques et sociaux qui entourent la Méditerranée, dans des pays européens et des pays du nord de l'Afrique et du Proche Orient où les rapports sociaux s'inscrivent dans des histoires et des généalogies différentes, mais croisées. Interroger et contextualiser les pratiques et les représentations, tout comme les normes, permet de décentrer les regards et ouvrir un dialogue, nous l'espérons, fructueux sur les différentes logiques sociales qui participent à faire et défaire les rapports de pouvoir sur les deux rives de la Méditerranée.

Ce numéro entend en effet mettre en question une mise en opposition, courante mais souvent stéréotypée, qui voudrait que l'espace public soit davantage ouvert aux femmes et à la diversité des publics du côté européen, alors qu'il serait fermé ou d'accès limité aux femmes et aux minorités sexuelles et de genre dans les villes au nord de l'Afrique et au Proche Orient. La spécificité de ce numéro consistera ainsi non seulement à interroger cette mise en opposition, mais également à construire un savoir commun. Il s'agira de mettre en lumière et en dialogue les modalités très concrètes des conditions de l'occupation des espaces publics, des formes de négociations qui s'y déroulent et des conséquences en termes tant de politiques publiques que d'appropriation par divers types de minorités. La perspective croisée entre les deux rives de la Méditerranée mettra en relief le poids des cadres et dynamiques politiques locaux et régionaux sur les dynamiques sociales et les problématiques spatiales en jeu dans la construction et la négociation du « droit à la cité » tel qu'ils s'observent aujourd'hui dans ces contextes contrastés, permettant de décroiser les savoirs, de décentrer les regards et de favoriser une réflexivité nécessaire et stimulante à de multiples niveaux (épistémologique, méthodologique, théorique et éthique). En réunissant dans un même dossier des études portant

sur ces différents contextes, notre objectif est donc non seulement d'éclairer la diversité des usages et des modalités d'accès à l'espace public urbain, mais aussi de faire émerger des similarités et concordances qui permettent de réfléchir, plus largement, aux transformations que génère, aujourd'hui, l'économie néolibérale et la circulation globalisée des normes d'inclusion et de gouvernement de la diversité dans les villes (Lacombe et *al.*, 2018).

Nous invitons des contributions qui s'inscrivent au croisement des deux paradigmes théoriques suivants : (i) l'étude de l'espace comme structure sociale à part entière et (ii) la prise en compte de l'imbrication des rapports de pouvoir et de leurs articulations. Nous entendons en effet regrouper des recherches qui puisent dans le corpus du « tournant spatial » en études genre (Duplan, 2012 ; Direnberger, Schmoll, 2014) et font dialoguer géographes, urbanistes, sociologues et anthropologues autour des questions d'espace et de rapports de pouvoir. Ce numéro s'inscrit ainsi dans un paradigme théorique qui envisage l'espace comme une structure sociale (Löw, 2015), permettant d'étudier les dynamiques des rapports de genre de manière imbriquée à d'autres rapports sociaux en s'ancrant dans les pratiques spatiales quotidiennes, à une variété d'échelles (de l'intime au public, et du local au régional). Il privilégie ainsi une entrée par l'espace qui soit sensible tant à la complexité qu'à l'imbrication des rapports de pouvoir, et met en lumière les configurations multiples des inégalités sociales et spatiales. Il s'inscrit également dans le sillage des travaux qui ont permis de révéler la manière dont se fabriquent les hiérarchies et les inégalités *in situ*, et de mettre en lumière le continuum de violences visant à maintenir un ordre sexué, racisé et hétéronormatif (Radford, 1987 ; Lieber, 2008 ; Kern, 2010).

L'approche intersectionnelle privilégiée nous amènera aussi à inclure, dans ce dossier, l'étude des rapports de pouvoir dans toute leur diversité. Ainsi les contributions pourront mettre en lumière, à titre d'exemple, la négociation de rapports sociaux de sexe imbriqués dans d'autres rapports de pouvoir. Mais nous invitons aussi des contributions qui s'inscrivent, par exemple, dans une approche *queer* qui, par-delà la géographie des sexualités (Cattan, 2012 ; Cattan, Leroy, 2010 ; Leroy, 2009), s'empare de la performativité des identités sexuelles et de leurs modalités d'inscription dans les corps et les espaces, pour mettre en lumière les espaces de résistance à l'hétéronormativité dans une perspective fluide du genre (Bell et Valentine 1995 ; Blidon, 2007 ; Browne, 2006). S'y ajoutent les recherches portant sur l'expérience des personnes trans, qui permettent de penser l'articulation entre hétéronormativité et cisonormativité dans le processus de fabrication de marginalités multiples (liées au sexe, au genre et à la sexualité), en même temps que le foisonnement d'une multiplicité de subjectivités et d'expériences politiques (Beaubatie, 2019 ; Bettcher, 2014 ; Bonté 2021). Elles pourront également se déplacer des individus vers des acteurs collectifs pour étudier les problématisations, mises à l'agenda ou en politique publique du droit à la ville des femmes et des minorités sexuelles et de genre, et les réappropriations diverses auxquelles elles peuvent donner lieu. Cette réflexion qui s'intéresse à la fois aux normes qui réglementent l'accès à la ville et aux formes individuelles et collectives de transgression ou de reproduction de ces normes, permettra d'ouvrir des pistes de réflexion plus larges sur la transformation des citoyennetés genrées en contexte urbain (Sassen, 2005).

L'accent sera ainsi mis sur les trois axes thématiques suivants :

Thème 1 - L'espace public urbain au quotidien : les usages et les normes d'accès à la ville

Travailler, se déplacer, flâner, protester ou encore se divertir : « occuper l'espace public » renvoie à une pluralité d'usages que nous souhaitons inclure dans ce dossier en nous arrêtant, dans un premier temps, sur les pratiques et les normes telles qu'elles sont vécues par les femmes et les minorités sexuelles et de genre. Les recherches ont souvent souligné le rôle normatif des violences de genre (Radford, 1987 ; Lieber, 2008 ; Tillous, 2021) et il importe de comprendre comment celles-ci s'articulent avec différentes logiques sociales et spatiales (Djelloul, 2018). Dans les différents contextes régionaux, a-t-on les mêmes usages en fonction de son sexe, de son orientation sexuelle, de son identité de genre, de son origine sociale ou régionale ? Existe-t-il des moments spécifiques qui favorisent la transgression des normes usuelles ? Quels sont les usages qui sont considérés comme légitimes et ceux qui ne le sont pas, ou moins ? Quelles sont les formes de normalisation à l'œuvre et comment se négocient-elles ? A quelles conditions est-il possible de se mouvoir, de travailler, et d'occuper l'espace public ?

Thème 2 - Contester et déplacer les normes d'accès à l'espace public

Si l'espace public est producteur de normes, il favorise également leur négociation ou détournement, voire leur contestation et remise en cause, y compris lorsque certaines des normes et limites posées sont respectées (Berriane, 2013). Une multiplicité des logiques sociales participe à reproduire mais également à contester et déplacer ces normes (Anglade et al. 2014). En pensant la ville non seulement comme espace de reproduction des inégalités mais aussi comme « une frontière des possibles » (Perrot 1997, p.150), il s'agira de discuter tant de l'agencement varié des logiques sociales en fonction des contextes nationaux et locaux, que des modalités de résistance qui permettent à certaines personnes de s'en défaire, en fonction de leur position sociale, du type d'occupation qui est la leur, des ressources économiques et sociales dont elles disposent pour ce faire, mais aussi des registres et formes d'action mobilisés.

Thème 3 : Le genre et la diversité en ville comme objet de politiques publiques

Les pays européens ont vu ces dernières années une multiplication d'actions publiques, et la question de la présence des femmes et des minorités sexuelles dans les espaces publics fait même l'objet de politiques publiques. Bien qu'au nord de l'Afrique et au Proche Orient la présence même des femmes et des minorités sexuelles reste un enjeu de lutte et de mobilisation qui a gagné en force depuis 2011 (Hafez 2019 ; Krefa 2019 ; Erdi 2018 ; Amar 2011), la question des difficultés vécues par les femmes dans l'espace public et la nécessité de penser des modalités d'accès plus inclusives a également fait son entrée dans les politiques d'aménagement urbain de la région (Abirafeh 2018). Face à cette multiplication d'actions publiques et la mutation de la définition du problème, il importe de se demander quelle forme prend cette politisation des usages et des normes de l'espace public, et ce que cela fait aux politiques d'être articulées à la critique en termes de genre. Comment cette notion est-elle intégrée, interprétée, investie par les différentes personnes qui participent de ces politiques, et celles qui les contestent ? Qui sont les publics de ces politiques ? A l'aune de la critique intersectionnelle du genre, cette politisation ne contribue-t-elle pas à déplacer les modalités d'exclusion, à en créer ou en légitimer de nouvelles ?

Nous aborderons ces trois axes thématiques en partant d'études de cas qui permettent d'explorer les modalités de négociation de la présence des femmes et des minorités sexuelles et de genre dans l'espace public par le travail, les déplacements et la contestation, tout comme les formes de reconnaissance que ces mobilisations favorisent, et les enjeux qui en découlent.

Soumettre une proposition

Les propositions d'articles, d'environ 500 mots, comprennent un titre, une présentation de l'article, les objets et les méthodes, ainsi que les nom, prénom, statut, rattachement institutionnel et email de l'auteur·e. Elles doivent être envoyées pour le 31 janvier 2023 au plus tard aux coordinatrices du dossier **Yasmine Berriane** (yasmine.berriane@ens.psl.eu), **Ghaliya Djelloul** (ghaliya.djelloul@unil.ch) et **Marylène Lieber** (marylene.lieber@unige.ch), ainsi qu'au comité de rédaction de la revue *Genre, sexualité & société* (revuegss@gmail.com).

Les auteur·e·s seront avisé·e·s par mail des propositions retenues avant le 1^{er} mars. Les articles, inédits (35.000 à 60.000 signes), devront être envoyés le 1^{er} septembre 2023 au plus tard. Les instructions aux auteur·e·s pour la rédaction des articles sont disponibles en ligne (<https://journals.openedition.org/gss/747>). Suivant la politique éditoriale de la revue, chaque article fera l'objet d'une double évaluation anonyme. L'acceptation de la proposition ne signifie donc pas acceptation automatique de l'article. Les articles retenus seront publiés dans le n°31 à paraître au printemps 2024.

Bibliographie sélective

- ABIRAFEH Lina, « Gender and the Arab City », *Project Syndicate*, 2018, URL : <https://www.project-syndicate.org/commentary/gender-equality-urban-planning-in-the-arab-world-by-lina-abirafeh-2018-11>
- AMAR Paul, « Turning the gendered politics of the security state inside out ? », *International Feminist Journal of Politics*, 13, 3, 2011, pp. 299-328.
- ANGLADE Marie-Pierre *et al.* (dir.), *Expériences du genre*, Paris, Karthala, 2014.
- BELL David, Gill Valentine, *Mapping Desire. Geographies of Sexualities*, Londres, Routledge, 1995.
- BERRIANE Yasmine, *Femmes, politique et associations à Casablanca*, Rabat, Centre Jacques Berque, 2013.
- BETTCHEER Talia Mae, « Trapped in the wrong theory: Rethinking trans oppression and resistance », *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 39, 2, 2014, pp. 383-406.
- BLIDON Marianne, *Distance et rencontre. Éléments pour une géographie des homosexualités*, Paris, Université Paris 7-Denis Diderot, 2007.
- BONTÉ Milan, « Enquêter les personnes trans en géographie. Des méthodes participatives pour répondre aux enjeux de la surétude ? », *Annales de géographie*, 742, 2021, pp. 47-70.
- BROWNE Kath, « Challenging Queer Geographies », *Antipode*, 38, 5, 2006, pp. 885-893.

- CATTAN Nadine, « TRANS-TERRITOIRE : Repenser le lieu par les pratiques spatiales de populations en position de minorité », *L'Information géographique*, 2, 76, 2012, pp. 57-71.
- CATTAN Nadine, LEROY Stéphane, « La ville négociée : les homosexuel(le)s dans l'espace public parisien », *Cahiers de géographie du Québec*, 54, 151, 2010, pp. 9-24.
- DENÈFLE Sylvette (dir.), *Femmes et villes*. Tours : Presses universitaires François-Rabelais, 2004.
- DIRENBERGER Lucia, SCHMOLL Camille, « Ce que le genre fait à l'espace... et inversement », *Les cahiers du CEDREF* [En ligne], 21, 2014.
- DJELLOUL Ghaliya, « Espace, genre et religion : étude de l'ordre moral urbain en périphérie d'Alger à partir de l'enjeu de la mobilité spatiale des femmes », dans LENEL Emmanuelle (dir.), *L'espace des sociologues. Recherches contemporaines en compagnie de Jean Remy*, Érès, 2018, pp. 113-138.
- DUPLAN Karine, « Les géographies des sexualités et la géographie française peuvent-elles faire bon ménage ? », *Géographie et cultures*, 83, 2012, pp. 117-138.
- ERDI Gülçin, « Women and resistance in urban space », *Alternatif Politika*, 2018, pp. 99-114.
- HAFEZ Sherine, *Women of the Midan : The Untold Stories of Egypt's Revolutionaries*. Indiana University Press, 2019.
- HAMMOUCHE Abdelhafid, MONQID Safaa (dir.), *Espaces et genre dans le monde arabe : des transformations urbaines aux mutations des rapports de sexe*, Paris, Karthala, 2022.
- HUBBARD Phil, « Desire/disgust: mapping the moral contours of heterosexuality », *Progress in Human Geography*, 24, 2, 2000, pp. 191-217.
- JAURAND Emmanuel, LEROY Stéphane, « Le tourisme gay : aller ailleurs pour être soi-même ? », *EspacesTemps.net*, [En ligne], Travaux, 2010.
- KERN Leslie, « Selling the 'scary city'. Gendering freedom, fear and condominium development in the neoliberal city », *Social & Cultural Geography*, 11, 3, 2010, pp. 209-230.
- KRÉFA Abir, « Le mouvement LGBT tunisien : un effet de la révolution ? », *Ethnologie française*, 49, 2019, pp. 243-260.
- LACOMBE Delphine, MARTEU Elizabeth, JARRY-OMAROVA Anna, FROTIÉE Brigitte, « Le Genre globalisé : cadres d'actions et mobilisations en débats », *Cultures & Conflits*, 83, 2011, pp. 7-13.
- LE RENARD Saba, « Genre, classe, nationalité et accès des femmes aux espaces publics à Riyad », *Sociétés contemporaines*, 84, 2011, pp. 151-172.
- LEROY Stéphane, « La possibilité d'une ville. Comprendre les spatialités homosexuelles en milieu urbain », *Espaces et sociétés*, 4, 123, 2009, pp. 159-174.
- LIEBER Marylène, *Genre, violences et espaces publics. La vulnérabilité des femmes en question*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.
- LÖW Martina, *Sociologie de l'espace*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2015.
- MITCHELL Don, STAEHELI Lynn A., « Clean and safe property redevelopments, public space and homelessness in downtown San Diego », dans LOW Setha, SMITH Neil (dir.) *The Politics of Public Space*, London, Routledge, 2006.

- MONQID Safaa, *Femmes dans la ville. Rabat : de la tradition à la modernité urbaine*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014.
- PERROT Michelle, « Le genre de la ville », *Communications*, 65, 1997, pp.149-163.
- RADFORD Jill, « Policing male violence - policing women », dans HANMER Jalna, MAYNARD Mary, *Women, violence and social control*, London, MacMillan, 1987, pp. 30-45.
- SASSEN Saskia, « Repositioning of Citizenship: Emergent Subjects and Spaces for Politics », *Berkeley Journal of Sociology*, 46, 2005, pp. 4-25.
- SHAMI Seteney (dir.), *Publics, Politics and Participation: locating the public sphere in the middle east and north Africa*, New York, Social Science Research Council, 2009.
- TILLOUS Marion (dir.), *Espace, genre et violences conjugales. Ce que révèle la crise de la Covid 19*, Paris, Presses universitaires de Vincennes, 2021.